**Présentation de l’AEHIT**

**Historique**

L’AEHIT est née au printemps 1977, de la volonté de quelques fonctionnaires du ministère du travail appartenant à l’inspection du travail mais aussi à l’administration centrale, de garder trace de l’institution, rejoignant un mouvement né au début de la décennie.

Sous l’impulsion notamment de Guy Thuillier, haut fonctionnaire passionné par l’histoire de l’administration, l’on voyait naître quelques comités d’histoire alors que jusqu’alors, seules les Armées (Service historique des Armées) et les Affaires Étrangères avaient créé de véritables services d’archives et que les missions des Archives nationales auprès des différents ministères peinaient à se faire reconnaître.

En février 1973, le ministre Edgar Faure (au cabinet duquel appartenait Guy Thuillier) avait certes créée deux comités concernant l’un, la Sécurité sociale et l’autre, le Travail. Si le Comité d’histoire de la sécurité sociale, présidé durant des années par le Président Laroque et bénéficiant de l’appui des organismes de sécurité sociale, trouvait très vite son assise, l’arrêté du 26 février 1973 créant un « comité permanent des archives l’histoire du travail » réunissant historiens, fonctionnaires siégeant à titre personnel et membres de droit représentant les directions du ministère sous la direction du doyen Renouvin, ne fut jamais appliqué du fait, sans doute, du changement gouvernemental intervenant presque immédiatement.

 C’est dans ce contexte et suite à cet échec, que le projet revit le jour sous une forme certes associative mais ambitieuse comme en témoignent les statuts qui envisageaient la participation de représentants de la Cour de cassation, du Conseil d’État et de la Cour des comptes.

Le noyau initial comprenait des membres cde la hiérarchie de l’Inspection du travail (Georges Gil et André Camy, inspecteurs généraux ; Pierre Bois, Gilbert Cornu, Claude Chetcuti, directeurs régionaux ; Roger Salmon, directeur du Centre de formation ; Georges Bevilacqua, conseiller technique à la direction générale de l’ANPE ; Jean-Ange Tomi, conseiller du DAGPB ; Jean Gouin, directeur départemental) mais aussi Pierre Demondion, administrateur civil, directeur de l’Office national d’immigration et, bientôt, Pierre Fournier, directeur de la population et des migrations puis inspecteur général.

Georges Gil fut choisi comme président, poste qu’il occupa jusqu’en 1998 avant que ne lui succèdent Guy Chaillé, Michel Le Dren, en 2002 Claude Chetcuti et depuis 2007, Bernard Laurençon.

**Objectifs**

L’association a pour but de promouvoir et de réaliser directement ou indirectement tous travaux et recherches, réunir toute documentation ayant un intérêt pour l’étude de l’histoire de l’inspection du travail.

Les moyens techniques de l’association sont, notamment :

* les enquêtes, réunions, conférences, congrès qu’elle organise ou auxquels elle participe ;
* les travaux collectifs ou individuels qu’elle provoque, oriente ou encourage notamment en liaison avec le Comité d’histoire des administrations chargées du travail, de l’emploi et de la formation professionnelle (CHATEFP) ;
* les publications périodiques ou non périodiques qu’elle réalise on auxquelles elle accord sa participation ou son patronage.

**Le Bureau de l’association**

Le Bureau élu par le Conseil d’administration du 28 mars 2019, est composé de :

* Président : Bernard Laurençon ;
* Secrétaires-adjoints : Jean-Jacques Guéant et Bruno Guérard ;
* Trésorière : Isabelle Laffont-Faust.

**Les statuts**

Les statuts de l’association ont été déposés à la Préfecture de Police, Direction de la Police Générale, Bureau des polices administratives, Section des Associations, 1 bis, rue de Lutèce, 75004 Paris.

**Siège social et adresse postale.**

Siège social

Adresse postale